

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 21/06/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**HIRSCH FRANCE**  
AVENUE JOSEPH LAZARE  
34500 BEZIERS

Références : D2024-UD34-H1-073

Code AIOT : 0006600904

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement HIRSCH FRANCE implanté AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 BEZIERS.

La visite entre dans le cadre du plan de contrôle pluriannuel.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HIRSCH FRANCE
- AVENUE JOSEPH LAZARE 34500 BEZIERS
- Code AIOT : 0006600904 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

### **Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :**

Le site est transformateur de polystyrène expansé. Les billes de matières première expansibles sont achetées chez BASF ou TOTAL principalement.

Les billes sont gonflées par contact avec de la vapeur d'eau chaude, puis séchées, et moulées et enfin découpées.

Les applications des produits sortis de l'usine sont exclusivement pour le bâtiment, principalement pour l'isolation des bâtiments.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2024 rejets COV
- Consommation d'eau
- Mise à jour des rubriques

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.5	
2	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.5	
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.1	
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.1	
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.1	
6	Traitement des fumées - consignes	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 2.1.2	
7	Traitement des fumées - disponibilité documents	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 2.6	
8	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I	
9	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Préfectoral du 08/05/2024, article xxx	
10	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.3.1	
11	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.3.2	
12	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	
13	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclat...	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 1.2.1	
14	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article Chapitre 4.1.	
15	VLE des eaux avant rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 4.3.9.1	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les points de contrôles sont majoritairement relatifs aux émissions de COV. Le site utilise un bilan par masse, et a mis en application le passage à des matières premières à bas contenu en pentane demandé par son arrêté préfectoral. Il n'y a pas eu de non conformité détectée. L'inspection attend un porter-à-connaissance pour un réaménagement d'une ligne de l'usine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Canalisation des émissions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.5

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Emissions diffuses et envols de poussières

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté [...]

**Constats :**

Les principaux process dans l'usine sont les suivants:

- expansion des billes de polyester avec injection de vapeur,
- les billes sont envoyées dans un moule, puis nouvelle injection de vapeur,
- certains blocs sont coupés par des fils chauds.

Au cours de ces étapes, il n'y a que très peu de production de poussière, et pas d'odeur. La captation des émissions de COV (pentane) n'est pas jugée adaptée, comme cela est expliqué dans les points de contrôle suivants.

Il n'y a donc pas de captation de poussières, gaz polluant ou odeur sur le site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Émissions diffuses

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.5

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Emissions diffuses et envols de poussières

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

Une attestation délivrée le 28 décembre 2023 de conformité relative à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels par l'organisme SGS a été présentée, en réponse au décret 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés industriels dans l'environnement,.

Les barrières mises en place sont notamment:

- présence d'un débourbeur-déshuileur et un réseau d'eau pluvial performant,
- filets autour de l'usine,
- perles dans des silos fermés,
- stockage des produits finis dans des entrepôts fermés.

La visite du site a confirmé la propreté et l'absence de dispersion de poussière et de matériaux.

Le site répond donc aux prescriptions demandées.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Traitement des fumées - entretien

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Traitement des fumées - entretien

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

**Constats :**

Il n'y a pas d'installation de traitement des fumées sur le site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

#### N° 4 : Traitement des fumées - conception

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Traitement des fumées - conception

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement [sont] conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction [...]

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant [prend] les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

**Constats :**

Le site n'a pas d'équipement de traitement des fumées.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.1.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Traitement des fumées - matériel disponible

**Prescription contrôlée :**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

**Constats :**

Il n'y a pas d'usage de tels produits sur le site.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 6 : Traitement des fumées - consignes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 2.1.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Consignes d'exploitation et de sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

Des consignes sont présentes sur les postes de travail dans l'usine.

Un fichier global présentant l'ensemble des vérifications réglementaires à effectuer est en place.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Traitement des fumées - disponibilité documents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 2.6

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Consignes et documents

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit un dossier comportant [...] tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Tous les documents demandés par l'inspection ont été communiqués : études portant sur la collecte des COV dans le process de soufflage des polystyrènes, données de comptage de l'utilisation de matières premières en basse concentration en COV, document de vérification des détecteurs de présence de COV dans l'usine.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 8 : Surveillance des rejets - mesure

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Surveillance réglementaire des rejets de la chaudière

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait effectuer [...] par un organisme agréé par le ministre de l'environnement [...] une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère [...]

**Constats :**

Le rapport R240064903-001-1 du 17/05/2024 de mesure des rejets de la chaudière vapeur réalisé par l'Apave a été examiné. Les résultats sont conformes aux VLE prescrits par l'arrêté. L'Apave est bien accrédité COFRAC.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

**N° 9 : Surveillance des rejets - programme**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/05/2024, article xxx	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024      xxx	
<b>Prescription contrôlée :</b> /	
<b>Constats :</b> /	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans Objet	

## N° 10 : Respect des VLE - conformité aux rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.3.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Conformité des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de COV de son installation comprenant notamment :

- l'utilisation de polystyrène expansible à taux de pentane réduit :
- dont au moins 45 % de matière première à taux maximal de 5.6% de pentane et 65 % de matière première à taux maximal de 6.5% depuis le 1er janvier 2015,
- dont au moins 65 % de matière première à taux maximal de 5.6 % de pentane et 35 % de matière première à taux maximal de 6.5 % à partir du 1 er janvier 2017,
- le recyclage intégral des chutes de découpe,
- l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières,
- les émissions des cuves des pré-expanseurs sont captées en totalité.

**Constats :**

Le site avait notamment défendu que la captation du pentane était inutile et dangereuse par les études suivantes:

- évaluation des risques sanitaires liés aux rejets de pentane sur site par Burgeap en 2007,
- étude technico-économique transmise le 14 novembre 2008.

L'exploitant a fourni deux notes de 2015 sur la mise à jour des données relatives aux moyens de réduction des émissions de pentane issues de la transformation du polystyrène expansé (note AFIPEB et CITEPA).

L'exploitant poursuit la réduction constante des émissions de COV par l'utilisation de matières premières à bas taux de pentane, et non par la captation des émissions.

Les objectifs de pourcentage d'utilisation de matière première à basse teneur en pentane sont respectés et même largement dépassés, puisque ce taux est aujourd'hui supérieur à 99 %.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 11 : Respect des VLE - tableau des VLE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 3.3.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024      Conformité des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose d'un plan de gestion mentionnant les entrées et sorties du polystyrène associé à son taux de pentane afin de suivre la réduction des émissions des COV.

Ce plan de gestion a pour objectif de :

- réaliser un bilan matière,
- déterminer les émissions de pentane induites par chaque phase du process : expanseur, maturation, stockage,
- choisir les solutions adaptées afin d'éviter à la source les émissions de COV,
- identifier et quantifier la quantité de pentane qui pourrait être substituée,
- \* minimiser les transferts de pollution,
- vérifier la conformité avec les performances de réduction imposées à l'article 3.3.1

Ce plan est transmis tous les ans avant le 15 février de l'année suivante à l'inspection des installations classées, avec les actions éventuelles visant à réduire la consommation de COV.

**Constats :**

Le plan de gestion des COV, tel que demandé par l'AP a été vu, il se base sur un bilan matière, et sur une étude CITEPA d'avril 2015.

Les taux de pentane sont issus des FDS des fournisseurs, autour de 5% de la masse.

A la première étape, l'expansion avec injection de vapeur, le pentane liquide devient vapeur à partir de 37°C, avec émission de 45% du pentane de départ.

A la deuxième étape, dans le moule avec injection de vapeur, il est estimé que le polystyrène émet 35% du pentane de départ.

On estime au final qu'il reste 1,1% de pentane dans la masse du produit fini, pour environ 5% au départ.

L'objectif était une augmentation de l'utilisation des produits entrants avec des taux bas en pentane, ce qui a été fait jusqu'à 99 % aujourd'hui.

Un dispositif de surveillance de la concentration en pentane est présent dans l'usine, afin de garantir la sécurité des travailleurs du site. Ce dispositif n'a jamais détecté de dépassement de la valeur limite fixée selon l'exploitant.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 12 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 /	
<b>Prescription contrôlée :</b> /	
<b>Constats :</b> /	
<b>Respect de la prescription :</b>	Prescription inadaptée
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans Objet	

**N° 13 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclat...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 1.2.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      situation administrative	
<b>Prescription contrôlée :</b> Voir tableau à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 18/01/16	
<b>Constats :</b> Le site projette de reprendre l'activité soumise à autorisation pour la rubrique 2940, avec l'aménagement d'une nouvelle ligne de collage de polystyrène sur des plaques de placo. L'exploitant devra communiquer un Porter-à-Connaissance à la préfecture en mettant en copie l'inspection des installations classées pour une modification d'une activité existante, avec tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	



## N° 14 : Prélèvements et consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article Chapitre 4.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques      consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

Le site dispose de deux type d'alimentation en eau:

l'eau de ville pour les usages domestiques, le réseau de défense incendie, le nettoyage et l'entretien, un forage pour l'eau de la chaudière vapeur.

Le pompage de l'eau de forage est effectué à une profondeur de 15 mètres, le débit nominal de la pompe est de 18 m<sup>3</sup>/h pour un volume d'exploitation de 210 m<sup>3</sup>/jour.

L'eau destinée à la consommation humaine provient exclusivement du réseau public de distribution d'eau potable.

- Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, ainsi qu'aux opérations d'entretien et de maintien hors gel de ce réseau.

**Constats :**

L'exploitant a pu fournir un relevé de consommation d'eau journalier (eau gaz vapeur)

En complément des dispositions de l'AP du 18/01/2016, les limites sont complétées par l'AP sécheresse du 27/06/2023 de la manière suivante :

- AEP (réseau de la ville) 6000 m<sup>3</sup> par an: la consommation d'après le registre est de 1179 m<sup>3</sup> sur 10 mois, donc la limite est largement respectée.

- eau de forage 210 m<sup>3</sup>/j : la consommation est respectée, et la limite annuelle de consommation d'eau de forage 24000 m<sup>3</sup> par an est respectée également.

Les mesures de restriction de l'AP sécheresse spécifique à Hirsch ont été respectées.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 15 : VLE des eaux avant rejet dans le milieu naturel

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/01/2016, article 4.3.9.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      rejet eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales, pluviales traitées et résiduaires traitées, dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies et les fréquences de mesures indiquées, en sus des obligations évoquées à l'article 4.8.7. MEST 100 mg/L si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 au-delà DBO5 100 mg/L si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 au-delà DCO 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 au-de là Hydrocarbures totaux 5 mg/l chrome hexavalent, cyanure et tributyl étain : inférieur au seuil de détection AOX 1 mg/l Métaux totaux : 15 mg/l

**Constats :**

Le rapport du 23/01/2024 d'Eurofins d'analyse des polluants dans les eaux rejetées a été fourni et les résultats sont conformes aux VLE.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**